

Eviter les revues et éditeurs prédateurs : définition et indices en 4 points

1. Qu'est-ce qu'une revue prédatrice ou un éditeur prédateur ?
2. En quoi est-ce dommageable d'y publier ?
3. Autres éditeurs douteux : livres, thèses, articles d'autopromotion
4. Indices d'alerte sur un fonctionnement douteux

Liens utiles

1. Qu'est-ce qu'une revue prédatrice ou un éditeur prédateur ?

Les revues (*journals*) scientifiques et les éditeurs (*publishers*) dits « prédateurs » (*predatory*) publient rapidement, se soucient peu de qualité et d'intégrité scientifiques et ont avant tout un but mercantile. La difficulté à les cerner se traduit par un vocabulaire varié : douteux, de faible qualité, peu scrupuleux, frauduleux, non dignes de confiance, de la zone grise, illégitimes, trompeurs, imposteurs, questionnables, etc. (*pseudo, low quality, fraudulent, gray, illegitimate, deceptive, dark, questionable journals, etc.*).

Grudniewicz A *et al.* (2019) ont publié une définition consensuelle : « Les revues et les éditeurs prédateurs sont des entités qui privilégient l'intérêt personnel au détriment de l'érudition et se caractérisent par des informations fausses ou trompeuses, un écart par rapport aux bonnes pratiques rédactionnelles et de publication, un manque de transparence et/ou le recours à des pratiques de sollicitation agressives et sans discernement » (traduction H. Maisonneuve, blog [Revue & intégrité](#), 16/12/2019).

En 2021, plus de 15 000 revues potentiellement prédatrices étaient recensées par la société américaine [Cabells International](#) (blog Cabells, 01/09/2021).

Leur fonctionnement éditorial, ou financier, ou scientifique, peut être opaque. Le contrôle du contenu scientifique ou des pratiques d'auteurs est superficiel. Les revues et éditeurs dit prédateurs ne répondent pas, ou qu'en partie, aux recommandations éthiques et professionnelles de la publication scientifique — notamment International Committee of Medical Journal Editors (ICMJE), Committee on Publication Ethics (COPE).

Ils utilisent le plus souvent la publication en libre accès avec frais pour les auteurs (APC, *Article Processing Charges* - voir les fiches CoopIST [Comprendre les modèles économiques des revues scientifiques](#) et [Publier dans une revue en libre accès](#)).

Ainsi que l'analyse l'InterAcademy Partnership (IAP, [rapport 2022](#)), la monétisation croissante du monde académique avec les frais de publication en libre accès (APC), l'évaluation de la recherche accréditant la règle *publier ou périr* (*publish or perish*) et les lacunes du système d'évaluation par les pairs (*peer review*) favorisent leur expansion.

2. En quoi est-ce dommageable d'y publier ?

Contribuer à une revue prédatrice (en tant qu'auteur, relecteur/*Reviewer*, rédacteur/*Editor*) est une pratique qualifiée d'inacceptable dans le [Code européen pour l'intégrité de la recherche](#).

Publier dans une revue douteuse nuit à votre réputation, à celle de la communauté scientifique, à votre institution, votre équipe et vos partenaires cosignataires :

- en étant associé, au travers de la revue, à des mauvaises conduites ;
- en publiant un article de mauvaise qualité ou mal vérifié par les pairs ;
- en cherchant à publier le plus possible d'articles pour étoffer un CV, obtenir un financement de projet, etc. ;
- pouvant laisser supposer une mauvaise conduite en recherche de votre part ou de vos co-auteurs.

Publier dans des revues douteuses coûte du temps, des infrastructures et de l'argent aux institutions publiques : rédaction, révision, frais de publication, consultation bibliographique, archivage documentaire, etc. L'argent public ne doit pas servir à promouvoir ces revues.

Les évaluations éthiques deviennent une règle pour les institutions, les agences de financement et certaines revues scientifiques. Publier dans ces revues sera à terme négativement pris en compte.

Des sites spécialisés ([Revues & intégrité](#), [For Better Science](#), [Retraction Watch](#), [PubPeer](#), etc.) en débattent et rendent visibles les comportements individuels, y compris longtemps après la publication.

3. Autres éditeurs douteux : livres, thèses, articles d'autopromotion

Livres, thèses, e-books - Des éditeurs (*Print-on-demand publishers, Self-publishing* ou *Vanity presses, Subsidy publishers*) contactent scientifiques et doctorants pour éditer leurs travaux sous forme de livres (papier, e-book, vendu à l'unité). Les contrats d'édition peuvent être imprécis ou confisquer certains droits aux auteurs.

Articles d'autopromotion - De pseudo-journaux de prestige, de vulgarisation ou de communication scientifique contactent les scientifiques pour un article court très illustré, leur promettant une visibilité internationale pour eux-mêmes, leurs recherches déjà publiées et leurs projets. Il y a toujours des frais de publication, souvent élevés, même s'ils ne sont pas indiqués. Ces sites sont peu fonctionnels, difficiles à trouver, les articles ne sont pas forcément en libre accès : aucune visibilité n'est gagnée.

4. Indices d'alerte sur un fonctionnement douteux

Pour vérifier le fonctionnement d'une revue, différents indices issus d'un ensemble d'observations peuvent alerter. Attention : certains indices peuvent être aussi le fait de revues scientifiques jeunes, ou ayant peu de moyens ou manquant d'expérience.

Pour vous aider dans cette vérification, reportez-vous aussi à la fiche CoopIST [Outils d'aide à la détection de revues et éditeurs prédateurs](#).

Vous pouvez également contacter le comité éditorial de la revue avec des questions précises sur le fonctionnement, le processus de révision, les droits d'auteur.

Enfin, vous pouvez vous adresser aux documentalistes de votre institution, qui étudieront la revue.

Ces indices et outils s'appliquent aussi aux conférences douteuses (voir la fiche CoopIST [Eviter les conférences prédatrices](#)).

Discours tourné vers les auteurs (emails, site internet de la revue)

Le discours de ces éditeurs est destiné aux auteurs et non pas aux lecteurs. Il fait valoir un service rapide. Il peut souligner un coût (APC) faible à acceptable, d'autant plus s'il promet des réductions et l'acceptation de l'article. Il fait miroiter les meilleurs canaux de diffusion et indicateurs de notoriété.

Mode de communication majoritaire : emails

- vantant la réputation et la diffusion internationales de la revue
- vantant le haut niveau de vos publications, avec une qui sert d'accroche, même si la revue n'est pas de votre domaine
- vous incitant à être auteur, relecteur (*Referee, Reviewer*), membre du comité éditorial (*Editorial Board Member*), rédacteur (*Guest Editor, Topic Editor*) d'un numéro spécial (*Special Issue, Research Topic, Collection*)
- vous demandant de recommander des pairs, de proposer à des collègues de rejoindre la revue
- comportant des imprécisions (objectifs, noms des personnes, libellé de la revue, site internet, frais, etc.), ou comportant des url ou des adresses emails avec des noms de domaine (nom de domaine : nom univoque du site internet) différents, etc.

Site internet

- navigation non fonctionnelle, pages inaccessibles, ou navigation complexe et sophistiquée, mode de recherche peu efficace, etc.
- textes avec des erreurs, ou peu soignés, ou copiés d'autres revues
- textes vantards, déclarant le haut niveau de la revue, l'application de normes, se disant adhérente au DOAJ, COPE, ICMJE, à l'Open Access Scholarly Publishers Association ([OASPA](#)), etc.
- sites proposant des conférences, souvent douteuses, qui aboutiraient à des numéros spéciaux ou des livres (voir fiche CoopIST [Eviter les conférences prédatrices](#))
- liens vers des sites internet n'existant plus, ou questionnables ou sans rapport avec la revue
- enregistrement du [nom de domaine](#) (nom univoque du site internet) apportant des indices de doute (déclarant, email, adresse postale, IP, dates, serveurs... : informations disponibles sur tout site d'enregistrement de noms de domaine ([registraire](#)) proposant un service de recherche de type [Whois](#)).

Contacts, domiciliation, nom de la maison d'édition (éditeur, *Publisher*)

- nom trompeur (*Center, Institute, Association, Network*), faisant croire à des missions institutionnelles alors qu'aucune activité n'est visible
- information d'adresse de siège ou de contact inexistante, insuffisante ou invérifiable
- fausse domiciliation (boîte postale, adresse de société de location de bureaux, lieu d'une autre société, etc.) par exemple aux Etats-Unis, au Canada, au Royaume-Uni, alors que l'éditeur est basé en Inde ou en Chine par exemple
- domiciliation non adaptée (maison ou appartement privé, petit magasin, etc.) repérable en vérifiant sur un site de localisation géographique avec visualisation des lieux
- téléphone invérifiable, ou changeant dans le temps, ou en inadéquation avec la domiciliation, etc.
- adresse email invalide, ou portant un nom de domaine différent de celui de la revue ou de l'éditeur, etc.

Titres et panel de revues

- éditeur ayant un large panel de revues, dont certaines avec peu ou pas d'articles
- titre de revue ronflant, ou imprécis, ou identique ou proche de revues sérieuses, ou mentionnant un lieu trompeur (*American, Canadian, European, British, Australian*)
- *Aims and Scope* (objectifs, thèmes, portée) de la revue très larges, ou très vagues
- éditeur ayant plusieurs revues sur le même thème avec des titres proches
- revue éditant de nombreux numéros spéciaux

- revues très récentes, ou créées dans les années 2010

Notoriété et indexation de la revue (*Abstracting, Indexing*)

- fausse déclaration d'indexation dans des bases de données connues ou via des outils inappropriés ou factices ; ISSN faux ou usurpé ou absent
- facteurs de notoriété trompeurs (*Misleading Metrics*) créés par des sociétés douteuses
- note : des revues douteuses ont un vrai facteur d'impact (*Journal Impact Factor*, société Clarivate) ; de même, certaines sont dans le DOAJ.

Comité éditorial (*Editorial Office, Editorial Board, Advisors - Associated, Academic, Review Editors...*)

- inexistant, ou très petit (une à quelques personnes), ou au contraire pléthorique
- taille du comité inadaptée au nombre d'articles publiés
- membres non experts du thème, ou non publiants, ou publiant énormément d'articles, ou non actifs ou introuvables, ou membres d'autres revues douteuses, ou en relation (co-auteurs par exemple) avec des scientifiques présents dans des revues et conférences douteuses ou repérés en tant qu'auteurs d'articles douteux (par exemple sur les sites [PubPeer](#), [Retraction Watch](#), base de données [Problematic Paper Screener](#)), etc.
- affiliations institutionnelles non indiquées, ou imprécises, ou non à jour ; pas d'adresse email ; emails en *gmail, yahoo*
- comité non contactable par email, pas même le rédacteur en chef (*Editor-in-Chief*) ; contact générique propre à la revue ou à l'ensemble des revues de l'éditeur
- membres provenant d'un seul pays alors que la revue se dit internationale
- pas de rédacteur en chef
- même comité (tout ou partie) ou même rédacteur en chef pour plusieurs revues de l'éditeur
- photos déformées des membres du comité
- cooptation entre membres, relecteurs, auteurs
- incluant des personnes sans qu'elles soient au courant.

Articles et contenu scientifique

- délais soumis-accepté ou soumis-publié très courts, exemple : quelques jours à 2-3 mois
- page internet minimaliste de l'article, problème d'accès au contenu (pdf), fichier de l'auteur, DOI faux ou non actif ou tombant sur le fichier pdf. Dans les fichiers pdf, informations partielles (ou ne correspondant pas au site de la revue) sur le n°, la revue, le copyright
- nombreux articles hors sujet ou absurdes ou de faible qualité (question de recherche, protocole, etc.), ou à résultats douteux, ou à bibliographie trop succincte ou pléthorique ou non appropriée, ou repérés (par exemple sur les sites [PubPeer](#), [Retraction Watch](#), base de données [Problematic Paper Screener](#)) pour diverses manipulations (issus de *paper mills*, faux *peer review*, plagiat, [manipulations de DOI...](#)), etc.
- édition faible (langage, orthographe, grammaire)
- langage trompeur issu de plagiat paraphrasé ou de l'usage d'intelligence artificielle (voir la base de données [Problematic Paper Screener](#))
- auteurs et co-auteurs aux travaux et aux pratiques d'autorat (*Authorship*) questionnables (affiliations, noms, emails, associations de co-auteurs).

Frais de publication (*Fees, Article Publication/Processing Charges, APC*)

- peu ou pas d'information

- très bas, ou parfois élevés, pouvant dépendre du thème
- paiement en ligne opaque, ou au contraire modes de paiement en apparence très détaillés
- fidélisation par rabais, bons d'achat et prix divers (*Discount, Voucher, Award*) pour les auteurs, relecteurs, membres des comités éditoriaux.

Fonctionnement éditorial de la revue

- relecture par les pairs (*peer review*) inexistante ou superficielle - exemple de délai donné aux relecteurs : 2 jours à 2 semaines
- acceptation de la majorité des articles soumis
- information absente, ou peu développée, ou non explicite, ou contradictoire, ou en inadéquation avec la pratique réelle de l'éditeur sur : processus éditorial, relecture, conseils aux auteurs, rétractation et correction d'articles, mauvaise conduite d'auteurs, droits d'auteurs, partage et réutilisation des contenus, archivage (ces sites peuvent disparaître avec leurs articles), etc.
- fausse déclaration d'usage d'outils connus de détection de similarités (plagiat).

Liens utiles

Boukacem-Zeghmouri C., RakotoaryS., Bador P., 2021. La prédation dans le champ de la publication scientifique : un objet de recherche révélateur des mutations de la communication scientifique ouverte. *Natures Sciences Sociétés* 29 (4) : 382-395. <https://doi.org/10.1051/nss/2022008>

Committee on Publication Ethics (COPE), 2019. Discussion Document: Predatory Publishing. <https://doi.org/10.24318/cope.2019.3.6>

Grudniewicz A. *et al.*, 2019. Predatory journals: no definition, no defence. *Nature* 576: 210-212. <https://doi.org/10.1038/d41586-019-03759-y>

InterAcademy Partnership (IAP), 2022. Combatting Predatory Academic Journals and Conferences (Full Report in English). IAP, Report, 126 p. ISBN 978-1-7330379-3-8. <https://www.interacademies.org/publication/predatory-practices-report-English> - Version française de l'*Executive summary* : Lutter contre les revues et conférences académiques prédatrices. Rapport de synthèse, 27 p. ISBN 978-1-7330379-6-9. <https://www.interacademies.org/publication/predatory-practices-summary-French>

Maisonneuve H, 2020. Les revues prédatrices. *Science & pseudosciences* 332. <https://www.pseudo-sciences.org/Les-revues-predatrices>

Office français de l'intégrité scientifique (OFIS), 2022. Les revues prédatrices. <https://www.ofis-france.fr/espaces-thematiques/revues-predatrices/>

Cécile Fovet-Rabot

Délégation à l'information scientifique et technique, Cirad

Mise à jour 23 octobre 2023 (Fiche créée le 05 juin 2015, mises à jour : décembre 2017, juin 2018, avril 2021)

Informations

Comment citer ce document :

Fovet-Rabot, C., 2023. *Eviter les revues et éditeurs prédateurs : définition et indices, en 4 points. Montpellier (FRA) : CIRAD, 5 p.* <https://doi.org/10.18167/coopist/0036>

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons : Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International, disponible en ligne : <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/deed.fr> ou par courrier postal à : Creative Commons, 171 Second Street, Suite 300, San Francisco, California 94105, USA. Cette licence vous permet de remixer, arranger, et adapter cette œuvre à des fins non commerciales tant que vous créditez l'auteur en citant son nom et que les nouvelles œuvres sont diffusées selon les mêmes conditions.